

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La technocratie, par M. Henri de Man. — La situation économique de la Belgique (Décembre 1932-Janvier 1933). — Notre statistique des autorisations de bâtir. — Notre statistique des abattoirs. — Chronique : La surproduction du blé. Le boom des valeurs aurifères. — Statistiques.

LA TECHNOCRATIE

par M. Henri de Man,

Chargé de Cours à l'Université Libre de Bruxelles.

Il n'est guère de journal européen qui, au cours des dernières semaines, ne nous ait apporté les échos du bruit qui se fait en Amérique autour de la *technocratie*.

Le fait est qu'aux Etats-Unis, depuis deux ou trois mois, le mouvement d'idées qui s'est désigné par ce nom fait fureur. L'intérêt passionné qu'il suscite a été comparé, par des observateurs américains, à la contagion intellectuelle qui a fait, il y a quelques années, la vogue des « mots croisés »; et l'on rapporte que dans des universités, les organisateurs d'épreuves sportives se plaignent d'être délaissés par une partie de leur public habituel, parce que les jeunes gens préfèrent passer leur temps à discuter la « Technocracy ».

Ce qui, pour le grand public, est un « slogan », c'est-à-dire un mot magique (on a même parlé de la « religion » de la technocratie!), pour les journaux constitue un « stunt », c'est-à-dire un sujet sensationnel et par conséquent profitable. De graves organes, comme le « New-York Times », organisent dans leurs colonnes d'interminables discussions entre technocrates et anti-technocrates, les revues s'arrachent la copie des spécialistes en la matière, et l'on trouve des exposés de la doctrine technocratique jusque dans les colonnes de périodiques comme le « Vanity Fair », qui s'adressent aux intérêts plutôt mondains d'un public surtout féminin.

Tout cela indique bien qu'il s'agit d'un mouvement d'opinion considérable, mais ne prouve encore rien en faveur des idées qu'il représente. Un engouement aussi sensationnel fait plutôt naître le soupçon que l'on a affaire à un feu de paille, qui pourrait s'éteindre aussi vite qu'il s'est allumé.

Assurément beaucoup de manifestations du mouvement technocratique justifient cette méfiance, par leur recherche des effets faciles et le caractère superficiel de leurs procédés scientifiques; mais ce mouvement n'en mérite pas moins qu'on l'étudie, non seulement en raison de l'importance des discussions qu'il soulève, mais aussi à cause de l'apport réel d'idées intéressantes dont il se fait le véhicule.

En effet, une analyse sérieuse, basée sur des faits et des publications ignorées du grand public, démontre que les lecteurs de journaux quotidiens ne font en quelque sorte que recueillir l'écume d'une vague de fond qui, bien avant de déferler sur les plages du grand journalisme, représentait déjà l'un des mouvements d'idées les plus intéressants du monde scientifique américain. Et ce mouvement-là mérite une attention plus approfondie et plus durable que ne le justifient peut-être les remous actuels de l'opinion des grandes masses.

Tout d'abord, il importe de constater que ni le mouvement d'idées, ni l'expression même de « technocracy » ne représentent quelque chose de nouveau.

Dès 1919, le professeur Smyth, de Berkeley (Californie), se servit de ce terme pour désigner « un système de gouvernement selon lequel les matières premières et les moyens de production de l'industrie d'une nation seraient organisés et administrés par des techniciens compétents, dans l'intérêt de la communauté, au lieu de servir au profit personnel de particuliers intéressés ». Depuis plusieurs années, le mot sert d'enseigne à une petite officine d'idées dont les protagonistes s'intitulaient primitivement (depuis 1921) « Technical Alliance ». Mais ces idées ne trouvèrent de répercussion que dans un cercle relativement restreint de spécialistes et de savants. Elles appartenaient en réalité aux phénomènes de fermentation intellectuelle qui accompagnèrent la crise d'après-guerre dont le point culminant se situe précisément vers 1921.

Le dirigeant intellectuel de ce mouvement était le professeur Thorstein Veblen, décédé depuis, et dont l'un des livres principaux, intitulé « L'Ingénieur et le Système mercantile », oppose l'« ingénieur » au « financier ».

Veblen fut l'un des sociologues et économistes les plus fertiles en idées originales que l'Amérique ait produit; mais son hétérodoxie fit de sa carrière académique un véritable calvaire, et il ne parvint à grouper autour de lui qu'une poignée d'enthousiastes. La forme paradoxale et le style abstrus de ses livres limitèrent le cercle de ses lecteurs, et il subit un sort analogue à celui de Georges Sorel en France, et de tant d'autres penseurs d'une tournure d'esprit similaire : il agit moins, en ce qui concerne le grand public, par l'influence directe qu'il put exercer de son vivant, que par le truchement des épigones et des vulgarisateurs qui, surtout après sa mort, mirent son legs d'or en petite monnaie — et quelquefois même en fausse monnaie.

Sans aucun doute, le groupe primitif de la « Technical Alliance » de 1921 englobait des personnalités de plus grande valeur que le groupe « Technocracy » qui représente actuellement sa succession. Le niveau scientifique de ses récentes publications indique suffisamment qu'il ne contient plus beaucoup d'hommes de la valeur de Thorstein Veblen, ni même de celle de ses premiers disciples et collaborateurs, comme le technicien C. P. Steinmetz, les architectes Stuart Chase, F. L. Ackermann et Bassett-Jones.

A quoi, dès lors, attribuer la vogue actuelle des idées technocratiques succédant soudainement à l'indifférence, voire à l'hostilité, qui empêcha Veblen de trouver l'oreille du grand public et même du grand public scientifique ?

Assurément, le choix d'un nom frappant ne suffit pas à expliquer ce phénomène, puisque l'emploi du mot « technocracy » par Smyth en 1919 avait passé inaperçu et que la plus grande encyclopédie américaine garde depuis des années la rubrique ainsi désignée dans ses cartons, pour n'en faire un article que dans sa prochaine édition.

Une explication partielle est apparemment que

l'héritage du groupe primitif de la « Technical Alliance » s'est trouvé gardé par un homme, Howard Scott, qui, pour être inférieur à ses prédécesseurs en valeur scientifique, les dépasse néanmoins par son talent de vulgarisation et de propagande. Le zèle prosélytique qui accompagne si souvent le simplisme intellectuel de ce que les Américains appellent à bon escient des « one-track-minds » (des esprits à voie unique) fit que Howard Scott continua presque seul à propager la technocratie, après que la plupart des autres eurent perdu la foi dans le succès de leur prédication. Car ces chances de succès apparaissaient comme de plus en plus minimes après que la crise de 1920-1921 eut fait place à la période de prospérité économique ascendante qui atteignit son apogée en 1928-29. Prêcher la refonte du système économique pendant la « prosperity » la plus extraordinaire qu'aucun pays du monde ait jamais connue, c'était prêcher aux sourds. Mais la situation se renversa après que le « vendredi noir » de 1929 eut marqué le début d'une période de crise et de chômage également sans précédent.

Howard Scott, qui seul ou presque seul n'avait pas abandonné la partie, trouva alors de plus en plus de gens disposés à l'écouter. Il y a deux ans, il put transférer les « bureaux » new-yorkais du « mouvement » du quartier bohème de Greenwich Village sous le toit que lui offrit l'hospitalité de l'Université de Columbia.

Un contact assez étroit s'établit de ce fait entre la « Technocracy » et le « Département du Génie industriel » de la grande université new-yorkaise, sous la protection — peut-être un peu sceptique mais indulgente — de son président Nicholas Murray Butler, et avec la collaboration active du professeur du génie civil Walter Rautenstrauch.

Dès lors, il ne s'agissait plus que d'attendre l'accomplissement de la condition essentielle du succès de popularité : la conjonction psychologique, analogue à la rencontre économique de l'offre et de la demande, avec une disposition de l'opinion publique à trouver, dans certaines idées, la solution d'incertitudes et le remède d'angoisses provoquées par la crise. L'homme qui n'a plus souffert de maladie depuis des années ne s'intéresse guère à la médecine; dès qu'il souffre d'une maladie qu'il commence à croire incurable, il boira les paroles non seulement des médecins, mais encore des marchands d'orviétan. Et ce phénomène est d'autant plus prononcé quand, au lieu d'un individu, il s'agit de foules, et au lieu d'une maladie ordinaire, d'une épidémie qui crée une panique collective. Il semble bien que la popularité actuelle de la technocratie aux Etats-Unis participe des caractéristiques de tous les mouvements de la psychologie collective qui, d'une grande peur, font surgir subitement des espoirs messianiques — ou des hallucinations propices aux faiseurs de faux miracles.

Reste donc à savoir si l'enseigne de la « Technocracy » est celle d'un médecin sérieux ou celle d'un charlatan habile. Pour cela, il faut examiner de plus près le contenu des articles (publiés par Howard Scott

et son lieutenant Wayne W. Parrish dans les revues « New Outlook » et « Iron Age » des derniers mois de 1932) qui ont mis en branle les grandes cloches de la publicité mondiale.

* * *

La thèse technocratique peut se subdiviser en deux parties : le diagnostic de la crise économique actuelle et le traitement à y apporter.

Le diagnostic est simple : la technocratie ramène toute la crise à un déséquilibre entre la capacité de production et la puissance d'achat, et voit la cause essentielle de ce déséquilibre dans le chômage technologique. Ce diagnostic entraîne comme corollaire logique un pronostic pessimiste, qui prévoit une aggravation continue du chômage et de la crise. A moins, bien entendu, que l'on applique le traitement « technocratique ».

Ce traitement consiste essentiellement en ceci : 1° le remplacement de la monnaie actuelle par une monnaie-papier dont l'étalon de valeur serait une unité d'énergie, à validité limitée à quelques semaines, de façon à empêcher la thésaurisation et la production d'intérêts; 2° l'interdiction de prêter de l'argent à intérêt et la fixation des prix selon la quantité d'énergie (humaine ou mécanique) consommée; 3° la concentration du pouvoir entre les mains de techniciens, qui imposeraient notamment la réduction de la durée du travail et l'augmentation des salaires et traitements, régleraient les conditions des échanges économiques internationaux, etc.

Il est intéressant de constater que l'intérêt du grand public, tel qu'il se reflète dans les colonnes des journaux, porte beaucoup plus sur la partie critique des idées technocratiques que sur leurs propositions positives. Cela est dû surtout à l'insistance avec laquelle les technocrates dirigent l'attention sur les faits et les statistiques destinés à montrer l'importance du chômage technologique.

Dans ce domaine, ils ont certainement réussi à frapper l'imagination des foules, en lui signalant des exemples de mécanisation extrême de la production. La plupart de ces exemples n'apprennent rien de nouveau aux gens compétents, mais apparaissent comme des révélations à la masse des lecteurs de journaux, épouvantés d'apprendre par exemple que dans l'Etat de New-Jersey, une fabrique de soie artificielle travaille vingt-quatre heures par jour en n'employant qu'un seul ouvrier chargé de la commutation électrique ou qu'un linotypiste peut faire composer simultanément le même texte par un nombre indéterminé de machines reliées à des milliers de kilomètres de distance par des fils télégraphiques, ou encore qu'il existe des machines capables de produire toutes les briques utilisées aux Etats-Unis en n'y employant que cent ouvriers.

Une grande partie des polémiques suscitées par la croisade des technocrates porte sur l'exactitude des chiffres qu'ils ont avancés à l'appui d'une multitude d'exemples analogues. Dans toutes une série de cas, leurs critiques ont réussi à prouver que ces chiffres

étaient fortement exagérés, et les auteurs technocrates ont dû en rabattre, dans une proportion dépassant quelquefois la réduction à 50 ou 25 p. c. Cependant, il est clair que même des erreurs beaucoup plus importantes encore ne suffiraient pas à réfuter l'essentiel de leur thèse. La vérité de cette thèse est, dans une très large mesure, indépendante de l'exactitude des chiffres dont ils font état et ses détracteurs ne prouveraient pas grand'chose en établissant, par exemple, qu'une briqueterie automatique centralisée devrait, pour satisfaire la demande nationale, employer 500 ou même 5.000 ouvriers au lieu de 100. Cela ne touche ni le point fort de la doctrine technocratique, ni son point faible, car ces deux points sont ailleurs.

La grande part de vérité que contient le diagnostic de la crise dont se réclament les technocrates consiste dans l'affirmation du caractère particulier de la crise économique actuelle en tant que crise de sous-consommation, déterminée par un écart croissant entre la capacité de production et la capacité de consommation, ou plutôt le pouvoir d'achat. Mais cette constatation n'est ni nouvelle, ni particulière aux technocrates. Elle est — et cela mérite d'être souligné en passant — très commune en Amérique. Les économistes américains tendent beaucoup plus que la majorité de leurs collègues européens à envisager la crise sous l'angle du déséquilibre *chronique* et *croissant* entre la productivité accrue et le pouvoir d'achat relativement réduit (avec une importance plus ou moins grande attachée au chômage technologique). On peut expliquer cela par des causes diverses. L'une des principales, sans doute, est que la crise actuelle, qui s'est déclanchée d'abord aux Etats-Unis, y apparaît naturellement beaucoup plus sous l'aspect d'un dérangement organique du système de distribution qu'elle ne le fait en Europe, où chacun des trente-cinq pays qui forment ce vieux continent tend à voir les choses sous l'angle de son sort particulier, et où les répercussions de la crise mondiale sont beaucoup plus directement influencées par la politique internationale. En outre, il importe de ne pas oublier que le développement de la productivité industrielle avant la crise a été beaucoup plus rapide en Amérique que dans l'ensemble de l'Europe, et que le chômage technologique y a joué un rôle d'autant plus considérable. Quoi qu'il en soit, on trouve chez la majeure partie des économistes américains — même parmi ceux qui croient que l'on exagère généralement l'importance du chômage technologique comme cause de la crise — une disposition très marquée à considérer celle-ci comme une crise « de structure » plutôt que « de conjoncture ».

Conséquemment, les propositions de réforme, même celles qui viennent des quartiers les plus orthodoxes ou les plus conservateurs par ailleurs, sont généralement beaucoup plus radicales et plus hardies que celles qui viennent de la majorité des économistes européens.

Une véritable révolution spirituelle est sortie en

Amérique du contraste entre la « Prosperity » d'il y a quelques années et l'affaissement catastrophal actuel. Dans le domaine de la pensée économique, les manifestations les plus symptomatiques s'en trouvent dans le rapport récent du Comité d'Enquête (dit *Comité des Cinq Cents* institué par le Président Hoover, et dans les publications des commissions analogues nommées par des institutions telles que l'*American Engineering Council* (l'organisation centrale des ingénieurs). Entre parenthèses, ces deux documents — surtout le dernier — méritent beaucoup plus d'attention que les publications des technocrates; mais, une fois de plus, on peut vérifier ici l'ancienne expérience que la sensation produite par des publications scientifiques est en proportion inverse de leur sérieux, parce que en proportion directe des qualités superficielles, acquises aux dépens de leur valeur scientifique, qui attirent sur elles la curiosité du grand public.

En attendant l'occasion d'en reparler plus en détail, signalons seulement dès maintenant que les deux documents en question apportent, à l'appui de la thèse de la disproportion « structurelle » croissante entre la production et la consommation, des faits autrement concluants que les thèses par trop simplistes des technocrates. Le rapport du *Comité des Cinq Cents*, par exemple, ramène « l'instabilité de la structure sociale existante » à des causes beaucoup plus générales, et beaucoup plus étroitement rattachées aux fondements économiques du régime de production et de distribution, que ne l'est le facteur isolé du chômage technologique. Et quant au rapport (publié en juin 1932, mais passé sous silence par la presse quotidienne) du Comité d'Enquête de l'*American Engineering Council*, il constitue un document d'importance exceptionnelle, et pour la compréhension de la mentalité des « techniciens » en révolte, selon la formule de Thorstein Veblen, contre la mentalité « financière », et pour le diagnostic de la crise économique telle qu'elle se présente aux yeux des Américains avertis.

Mais il n'est pas besoin de connaître ces deux documents pour comprendre pourquoi les technocrates font fausse route en attribuant la crise à la cause unique du chômage technologique. J'ai suffisamment insisté, dans des publications précédentes, sur l'importance, généralement sous-évaluée en Europe, de ce facteur de crise, pour être suspect de partialité quand j'estime, contrairement aux technocrates, que ce facteur, tout important qu'il est, n'agit qu'en conjonction avec des facteurs économiques, sociaux et politiques de caractère beaucoup plus général, et dont il est impossible de le dissocier, si l'on veut éviter de fondamentales erreurs de diagnostic et de traitement.

* * *

Le point le plus faible de la thèse technocratique — et l'erreur dans le choix d'un point de départ qui vicie toutes leurs conclusions — c'est que, même si tous les faits qu'ils apportent pour démontrer leur thèse des « usines qui se vident d'hommes » étaient

exempts d'exagération, ils ne suffiraient pas encore à prouver ce qu'ils veulent prouver.

L'idée d'une économie sans main-d'œuvre qui préoccupe actuellement les lecteurs de la presse américaine, sous l'aspect d'une vision terrifiante pour le présent, béatifique pour l'avenir, est aussi vieille que le monde, du moins depuis qu'il y a une technique en progrès. Il y a deux mille ans que le poète Antipatros de Thessalonique saluait l'introduction du moulin à eau par un chant qui invitait les meunières à se reposer pendant que les nymphes feraient leur besogne et qui anticipait une espèce de Pays de Cocagne, où les hommes pourraient jouir sans effort des dons des dieux. Plus près de nous, au seuil de l'ère de l'industrialisme moderne, de Sismondi s'est amusé (un peu malicieusement il est vrai) à imaginer que l'industrie anglaise serait automatisée au point que toute la production incomberait à une seule vaste mécanique, qui marcherait toute seule après que le roi d'Angleterre aurait donné un tour de manivelle pour la mettre en train.

Et certes, il semble bien que, depuis lors, nous ayons fait un bon bout de chemin dans cette direction. Indéniablement, il y a une tendance croissante vers des formes de production industrielle tellement automatisées que le rôle de la main-d'œuvre y devient presque négligeable.

On peut, à ce point de vue, diviser l'évolution industrielle depuis l'invention de la machine à vapeur en deux époques distinctes : la première, celle de l'*industrialisation*, caractérisée par la transformation de l'outil en machine-outil et de l'artisan en ouvrier de fabrique; la seconde, celle de l'*automatisation* (ou rationalisation), caractérisée par la transformation de la machine-outil en machine automatique et de l'ouvrier de fabrique en surveillant, en employé ou en chômeur.

Les statistiques montrent que dans les pays les plus avancés dans la voie du progrès technique, comme les Etats-Unis et l'Allemagne, dès avant la crise de 1929, le nombre des ouvriers d'industrie avait cessé d'augmenter, en faveur d'une augmentation d'autant plus rapide du nombre des employés et des chômeurs.

Les industries les plus typiquement nouvelles — l'industrie chimique, la production de force électrique, l'auto, la radio, la cigarette, etc. — fournissent les exemples les plus frappants, soit d'un travail entièrement mécanique qui ne requiert plus d'intervention humaine que pour la direction et la surveillance, soit d'une production en séries tellement standardisée que la main-d'œuvre n'y joue plus qu'un rôle d'auxiliaire tout à fait subordonné. Rien de plus impressionnant à ce sujet, que la visite d'une grande centrale hydro-électrique, où la production de dizaines de milliers de chevaux-vapeur se fait pendant qu'un seul technicien surveille un tableau (ou lit son journal, quand tout va bien!), ou une halle de montage à la chaîne qui produit en un jour des centaines de fois plus de châssis d'autos qu'elle n'occupe d'ouvriers. Mais il

serait faux de conclure, de pareilles impressions, à la disparition du travail humain dans une proportion tant soit peu analogue à celle de ces exemples, et par conséquent à une réduction de la puissance d'achat par le chômage correspondant à l'augmentation de la productivité.

Point n'est besoin, pour cela, de se rallier à la thèse extrême opposée que proposent les économistes fidèles à l'orthodoxie classique, quand ils prétendent que toute amélioration technique, par le jeu de l'équilibre naturel entre le niveau de la production et celui de la consommation, n'aboutit qu'à des déplacements de main-d'œuvre d'une branche de production à l'autre. Ce dogme de l'équilibre naturel s'établissant par le mécanisme des prix et de la concurrence est un mythe, parce que les conditions essentielles de son fonctionnement — la concurrence universelle tout à fait libre entre producteurs et consommateurs à puissance économique égale — ne se sont jamais trouvées réalisées, et les situations existantes s'éloignent de plus en plus de leur réalisation. En l'an de grâce — ou de disgrâce — 1933, il devrait vraiment être superflu de le démontrer. Les faits eux-mêmes parlent un langage autrement péremptoire que celui de doctrines surannées; et ceux qui les proclameraient en guise d'explication d'une situation qui contredit leurs prémisses ressembleraient à des voyageurs qui, en constatant que les données d'une vieille carte géographique ne correspondent pas à la réalité du terrain, proclameraient que c'est le terrain qui a tort.

Pour éviter et l'erreur des « orthodoxes » qui esquivent l'explication d'une réalité par la proclamation d'un principe général que les faits réfutent, et l'erreur des « technocrates » qui tirent de l'observation d'un phénomène particulier des conclusions beaucoup trop générales, il faut commencer par établir, à l'aide d'une méthode purement empirique et positive, la nature et l'importance des phénomènes réels à expliquer.

L'examen des faits démontre que, contrairement aux « orthodoxes », il y a un chômage technologique, mais que, contrairement aux « technocrates », son étendue se chiffre par un coefficient bien inférieur à celui de l'augmentation de la productivité dans les industries les plus mécanisées, et même dans l'industrie en général.

Et d'abord, les machines qui permettent l'élimination de la main-d'œuvre dans certaines branches de production ne tombent pas du ciel. Elles doivent être fabriquées, et renouvelées après un certain temps. Il est certes possible, comme l'affirment les technocrates, de fabriquer 10.000 châssis d'autos par jour dans une usine qui n'occupe que 208 ouvriers. Mais il est tout aussi impossible de s'imaginer que les machines de cette usine puissent également être fabriquées selon un procédé analogue. Ce procédé n'étant économique qu'à partir d'une quantité minima d'objets produits, on ne voit pas bien où irait la production d'une usine fabriquant chaque jour 10.000

machines automatiques destinées à la fabrication de châssis. Aussi bien la réalité nous montre-t-elle que la production des machines absorbe une assez grande partie de la main-d'œuvre que leur utilisation permet d'économiser dans la fabrication à laquelle ces machines doivent servir. Et cette main-d'œuvre comprend nécessairement une large part d'occupations non-mécaniques (modelage, outillage, montage, etc.); d'où la conséquence sociale, très nettement visible en Amérique dès avant 1929, d'une augmentation « relative » du nombre des ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés par rapport au nombre des auxiliaires non-qualifiés dans la fabrication, dont les fonctions sont en premier lieu remplacées par des procédés mécaniques.

Ensuite, même dans des industries comme celle de l'auto, tout n'est pas production proprement dite. Plus la production est rationalisée, plus elle requiert de travail de bureau, c'est-à-dire d'employés tant aux services techniques que commerciaux. En outre, il y a toutes les opérations qui se rattachent au transport, à la distribution, à l'entretien, à la réparation des produits. L'exemple de l'industrie automobile américaine est également frappant à cet égard : pendant que son formidable développement d'après-guerre faisait surgir une série de vastes usines où la production en séries éliminait une forte proportion de la main-d'œuvre, une partie notable de la population trouvait un nouveau gagne-pain grâce au foisonnement des agences de vente, des garages, des ateliers de réparation, des pompes à essence, des magasins d'accessoires, etc. Et quant aux conséquences indirectes, il est assez probable que la profession de chauffeur et la construction et l'entretien des routes nécessitées par les progrès de l'automobilisme n'ont pas nécessité moins de main-d'œuvre nouvelle que les chemins de fer ou la traction chevaline en ont éliminé à la suite de ces mêmes progrès.

A l'intérieur même des branches de production les plus rationalisées, il y a donc une limite très réelle aux conséquences sociales du déplacement de la main-d'œuvre. Or, cette limite devient encore beaucoup plus visible quand on considère l'économie dans son ensemble.

Car d'abord, toute la production industrielle n'est pas susceptible de devenir « grande » production. Une partie très considérable des besoins du marché se rapporte à des articles qui ne se prêtent pas à la production centralisée, soit à cause du caractère hétérogène et variable de la demande (comme dans l'industrie du vêtement), soit à cause de la nécessité naturelle de produire à peu de distance du consommateur (comme dans beaucoup de parties de l'industrie de l'alimentation), soit à cause de la nature technique même du travail (comme dans le bâtiment, l'installation électrique ou sanitaire, etc.).

Bien que l'on ait, paraît-il, inventé une machine à raser, on ne voit pas très bien comment cette machine pourrait être insérée dans la mécanique dont le roi d'Angleterre tournerait la manivelle, à moins que la même mécanique ne transporte chaque matin tous les

Anglais adultes au palais de Buckingham ou à un siège régional de l'Institut Royal de Beauté.

D'autre part, il y a dans chaque industrie, dans l'état actuel des possibilités techniques, une limite optimale à la concentration des entreprises, que le souci économique du rendement même ne permet pas de franchir.

Enfin — pour ne citer que les considérations les plus essentielles — une très grande partie du travail humain ne se prête pas à l'industrialisation complète, même en supposant l'application la plus totale des procédés techniques les plus avancés dont l'état des inventions permette théoriquement l'utilisation. L'agriculture, l'extraction minière, les transports en commun, l'exploitation forestière, l'industrie hôtelière, l'administration, la pêche, l'exercice des professions libérales, et — « last but not least » — le travail ménager, mille autres occupations diverses encore, représentent, même dans les pays les plus industriels, une somme de travail manuel bien supérieure à l'ensemble du travail qui peut se faire par des machines.

* * *

Est-ce à dire que toute main-d'œuvre économisée par le perfectionnement n'est que « déplacée », comme le prétend la thèse orthodoxe? Voire « surcompensée », comme le disent certains théoriciens amis du paradoxe, quand ils affirment que l'économie de main-d'œuvre est au fond illusoire, et qu'en fin de compte, le progrès technique crée plus de besoins artificiels qu'il ne permet d'épargner d'efforts humains?

Il n'en est rien, tout au moins quand on considère l'économie dans son ensemble. Bien qu'il soit pratiquement impossible de saisir, par des procédés scientifiques exacts, les conséquences totales de chaque transformation technique particulière, nous disposons d'un moyen statistique de jauger, du moins en ce qui concerne l'ordre des grandeurs, l'économie globale de main-d'œuvre réalisée au cours d'une époque donnée. Il nous est donné par la courbe des nombres qui indiquent la quantité moyenne d'énergie mécanique par ouvrier ou par habitant pour l'ensemble des grands pays. Ces courbes-là indiquent le coefficient approximatif de l'augmentation de la productivité du travail, donc l'économie en main-d'œuvre, par rapport à un niveau donné de la production.

Le rapport du « Bureau International du Travail » préparé en vue de la Conférence préparatoire sur la semaine de quarante heures (janvier 1933) a rassemblé à ce sujet quelques chiffres suggestifs. Il indique notamment qu'en Allemagne, la force disponible par ouvrier a passé de 0,9 CV. en 1907 à 2,3 CV. en 1925, et qu'aux Etats-Unis, elle a passé de 3,23 CV. en 1914 à 3,26 CV. en 1919 et à 4,65 CV. en 1927. On peut trouver également, dans ce rapport (pp. 21-23), des données analogues sur l'augmentation de la production industrielle par ouvrier dans une série d'autres pays. Ces chiffres justifient la conclusion qu'en tire le rapport en disant :

« L'hypothèse qu'en dernier lieu les progrès scientifiques tendent à créer autant d'emploi qu'ils en ont détruit se justifierait peut-être dans les conditions idéales d'un marché absolument libre, où le capital

et la main-d'œuvre auraient une mobilité parfaite. Par contre, ni la théorie économique, ni les expériences faites dernièrement ne permettent de supposer qu'elle puisse se vérifier dans les conditions du monde moderne... En fait, il y a danger réel qu'un retour de prospérité qui tendrait à accélérer encore le rythme des réformes techniques n'ait même pour conséquence une augmentation du chômage technologique. »

Il est naturel de se demander, à l'égard de pareilles constatations, pourquoi le chômage technologique joue ce rôle dans la crise mondiale actuelle, alors que le progrès technique comme facteur d'élimination graduelle de la main-d'œuvre opère depuis les débuts de l'ère industrielle.

La question est pertinente, et par-dessus le marché très intéressante. Car en cherchant à y répondre par une recherche objective des causes historiques, on se trouve amené aux constatations que voici :

1° Il y a toujours eu, depuis le commencement de l'industrie moderne, une « armée de réserve » de chômeurs, dont l'importance n'a fait qu'osciller avec les courbes ascendantes ou descendantes de la conjoncture économique.

2° La réduction graduelle des heures de travail dans l'industrie (de plus de quatorze à huit heures par jour) au cours de ce dernier siècle a « recouvert » ou « absorbé » pour une part, la tendance progressive au chômage technologique.

3° Les conséquences critiques du déséquilibre croissant entre la capacité de production et le pouvoir d'achat sur le marché intérieur, dont on constate actuellement l'effet néfaste, ont pu agir avec « retardement » parce que, pendant longtemps, l'expansion du marché par la conquête de débouchés dans des pays non-industrialisés a permis de compenser son action paralysante sur le réinvestissement productif des capitaux.

4° La technique contemporaine, caractérisée par le passage graduel de la production individuelle de force-vapeur à la production super-individuelle de force-électricité, et l'organisation économique correspondante, caractérisée par le passage graduel de l'entreprise capitaliste individuelle à la prédominance super-individuelle du capital financier, ont récemment accéléré l'allure du mouvement vers le déséquilibre actuel.

Ces constatations, que je voudrais me borner à formuler ici sous cette forme succincte, suffisent pour le moment à indiquer pourquoi j'estime que les technocrates posent la question sous un angle trop étroit et trop simpliste.

Pour faire le partage exact entre la vérité et l'erreur que contiennent leurs doctrines, il faut partir de cette position plus vaste du problème, qui situe le fait économique du rétrécissement de la consommation au même plan d'importance que le fait technique du développement de la productivité. C'est un sujet auquel il faudra revenir, en utilisant cette fois les indications contenues dans les rapports du « Comité des Cinq Cents » et de l'« American Engineering Council ».